

matchdocument

Quatre mois après les incendies de l'été dernier, la région agricole qui produisait la meilleure huile d'olive du monde reste ravagée.

Ses habitants campent encore dans du préfabriqué.

Ils ont tout perdu : vignes, oliviers, bétail...

Et tandis que le gouvernement semble peu soucieux de reconstruire, les villageois désespérés ne savent que faire ; on parle déjà de remplacer les champs et les forêts par des hôtels. Notre reporter a enquêté. C'est la consternation.

A 91 ans, Jiannis Labropoulos a tout perdu. Son frère et sa belle-sœur ont péri dans les incendies. Cet ancien combattant de la dernière guerre porte des vêtements donnés par une association.



LA GRECE toujours EN CENDRES

Andreas Kastis, 76 ans, veste bleue trop grande pour lui et pantalon en velours élimé, regarde les politiques se donner en spectacle depuis l'entrée de son bungalow. Ce jour-là, c'est Tassos Papadopoulos, le président chypriote, qui rend visite aux villageois d'Artemida. En pleine campagne électorale, il a promis de financer intégralement la reconstruction des 80 maisons brûlées. Le chef d'Etat pose en homme de cœur et en sauveur devant les caméras. Dans l'assistance, des petites vieilles, le dos voûté, les traits tirés, le regard perdu, patientent sur des chaises en plastique. Comme elles, Andreas et son épouse Georgia ont tout perdu le 24 août 2007. « Notre belle maison, nos meubles, nos oliviers, nos quatre chèvres et notre âne, tous les médicaments de ma femme et même son masque à oxygène, énumère l'ancien, la voix cassée; toute notre vie est partie en fumée. » Ils ont bien failli aussi y rester. « Nous nous sommes réfugiés dans nos toilettes situées à l'extérieur et y avons passé plus de sept heures », se souvient-il. Depuis fin octobre, ils vivent dans un bâtiment préfabriqué fourni par les autorités qu'ils ont dû remeubler. Autant dire que les 10000 euros débloqués pour chaque famille de sinistrés ont vite été engloutis. Dans ce village, 27 personnes sont mortes, brûlées vives. Parmi elles, Athanassia, une jeune mère de 37 ans, rattrapée par les flammes alors qu'elle tentait de fuir avec ses quatre enfants.

Sur la colline où est perché Artemida, à une quinzaine de kilomètres de la mer, quatre mois après le drame, le paysage reste figé. Des bataillons de troncs d'arbres calcinés, comme autant de soldats d'une armée terrassée, attendent d'être abattus. Dans les champs d'oliviers, l'herbe repousse. Images surréalistes que cette végétation vert anis au pied de squelettes de fruitiers noircis.

A chaque catastrophe, les mêmes bungalows préfabriqués

Makistos, la bourgade voisine, comptait 70 habitants. Il n'en reste que 25. Des personnes âgées surtout. Installées là aussi dans des cabanes préfabriquées posées juste en face de leur habitation ravagée. Ou dans des tentes, comme le fils de Sofie Kokeliou, qui n'a pas réclamé assez tôt à être relogé. « Depuis l'été dernier, personne n'est venu nous voir », souligne Nikos Pothos, 85 ans, en nous montrant du bout de sa canne les restes de sa maison familiale : le vestibule, la cuisine, la chambre, la salle de bains... Sur la tablette au-dessus du lavabo, un vieux peigne a fondu dans son gobelet en plastique. La baignoire, elle, a résisté. Elle est remplie de débris et de boue noirâtre. Nikos Pothos insiste : « Les hommes politiques sont passés à autre chose et plus personne ne s'intéresse à nous, c'était prévisible. » Pavlos Tsimas, éditorialiste à « Ta Nea », quotidien de centre gauche, confirme : « Les derniers reportages télévisés sur les victimes des incendies ont été diffusés le jour des élections législatives. Depuis, nous sommes passés à autre chose et, aujourd'hui, tout le monde se focalise sur la réforme des retraites. » Mais ce scrutin a quand même été une chance pour les sinistrés. Il a obligé le gouvernement à débloquer très vite des fonds d'urgence. La reconstruction, par contre, peine à démarrer.

A Makistos, des plans ont d'ores et déjà été réalisés pour plusieurs maisons, mais « il manque des permis, des autorisations », peste Sthatis Kokkaliaris, dont la demeure a « miraculeusement échappé aux flammes. » « Des problèmes bureaucratiques, comme d'habitude... », grogne-t-il en nous faisant déambuler dans les rues désertes. Seuls deux bâtiments ont retrouvé leur lustre d'antan : deux églises, situées à l'entrée du village. Car dans ce pays ultrapratiquant, nul besoin de permis pour les édifices religieux... « Depuis les tremblements de terre de 1999, à chaque catastrophe, on ressort les mêmes caravanes préfabriquées, comme si c'était la solution miracle », rappelle l'écrivain populaire Petros Markaris. Au conseil régional, on justifie les lenteurs de l'administration. « Les gens doivent soumettre leurs plans avant de toucher les indemni-



tés, fixées à 750 euros par mètre carré brûlé », détaille ainsi Natacha Pirgaki, ingénieure civile à la région. Et s'ils n'ont pas les moyens de mobiliser un architecte, pas de plan.

Au total, 250000 hectares, dont 78000 de terres cultivées, ont été ravagés par le feu dans le pays. Dans la région d'Ilia, dans l'ouest du Péloponnèse, 50 % des oliviers ont disparu. Depuis, c'est toute l'économie du secteur qui est paralysée. Les habitants assurent que c'est ici que poussaient les plus belles olives d'Europe « avec lesquelles on fabriquait la meilleure huile ».

Les moutons ont péri une semaine après le sinistre, faute de nourriture !

On va replanter des arbres, mais il leur faudra au moins dix ans pour donner des fruits. « Que vont faire tous ceux qui vivaient de cette activité en attendant ? » interroge George Seferlis, le maire de Frixia, une commune particulièrement touchée. Quant aux éleveurs, ils ont été indemnisés pour les animaux morts, mais il faut désormais trouver des solutions pour nourrir les troupeaux qui ont survécu. A Raptis, les flammes avaient emporté la maison de la famille Veneti-Skoutzouri, mais pas leurs 20 moutons. Ces derniers ont péri une semaine après le sinistre, faute de nourriture. « Et leurs cadavres sont restés là pendant plus de dix jours, dégageant une odeur pestilentielle », se souvient Aggeliki, 39 ans, relogée avec son époux et ses sept enfants, âgés de 2 à 12 ans, dans deux bungalows et deux tentes, sur le bord de la route. Parce qu'il faut donner du temps à la nature pour se régénérer, il est impossible de laisser les animaux brouter l'herbe et les petits arbustes qui repoussent. La solution envisagée par les autorités régionales ? Déplacer les troupeaux vers les zones épargnées. Une option qui prendra plusieurs mois à se mettre en place car il faut convaincre les éleveurs des deux côtés.

A-t-on mis sous les verrous les incendiaires de l'été, ces « terroristes » qui cherchaient, d'après le Premier ministre, « à déstabiliser la Grèce ? » « Invoquer le terrorisme, c'était une tactique de politicien pour dédouaner le gouvernement », rétablit Pavlos



PERSONNE NE NIE LA RESPONSABILITÉ DE LA « MAFIA DE L'IMMOBILIER »

Tsimas. Une histoire complètement fabriquée en somme. « Pendant plusieurs jours, cette théorie du complot a absorbé la colère de la population. Toujours réconfortant de s'imaginer qu'il y a un ennemi responsable de nos maux. » Quelques « pyromanes » ont bien été arrêtés : une mamie qui avait allumé un feu derrière sa maison pour cuisiner ou un vieil homme qui voulait se débarrasser de branches mortes. Mais pas l'ombre d'un terroriste. En revanche, personne ne nie la responsabilité de la « mafia de l'immobilier », comme dit Petros Markaris. Une réalité en Grèce



comme dans tous les pays méditerranéens. On déclenche volontairement des feux pour gagner du terrain sur la forêt et construire des hôtels ou des habitations. L'absence de cadastre national recensant les zones forestières encourage ces pratiques. Et les constructions illicites étant souvent légalisées à l'approche des scrutins, depuis 1978, chaque année électorale est marquée par une recrudescence de sinistres. Constantinos Liarikos, responsable de la section Grèce de l'O.n.g. W.w.f., relativise : « Dix à quinze pour cent des incendies sont d'origine criminelle. »

Trente ans de négligence de l'environnement et une désorganisation bureaucratique...

Les conditions climatiques de l'été 2007, un des plus chauds de la décennie, expliquent aussi en partie l'ampleur des dégâts. Les arbres étaient secs, prêts à s'enflammer. Pourtant les vraies raisons de ce drame sont ailleurs. La Grèce paie le prix de trente années de négligence des problèmes environnementaux et d'une désorganisation bureaucratique à son comble. Et Petros Markaris de pointer du doigt « une pyramide de responsabilités » qui va « du simple citoyen qui refuse de changer ses habitudes et se dit qu'un petit incendie lui permettra de gagner du terrain pour agrandir sa maison » aux « politiques et leurs ministères, tous des incapables », en passant par les municipalités qui « ont reçu de l'argent de l'Union européenne pour la protection de la nature et l'ont dépensé en faisant refaire les places des villages pour s'attirer les votes ». En écho, Pavlos Tsimas déplore : « Depuis des années, les services publics grecs se dégradent. » D'après lui, en août dernier, ils ont réagi avec près de quarante-huit heures de retard.

Pour mieux comprendre les dysfonctionnements, il faut savoir qu'il existe dans ce pays trois services : le premier gère les forêts ; le deuxième, les incendies ; le troisième, la protection civile. « Et ces

1. A Raptis, Aggeliki, 39 ans, et deux de ses sept enfants, devant les préfabriqués où ils logent à dix.

2. Les Pothos, 85 et 80 ans, devant leur maison. Ils sont hébergés par des amis.

3. et 4. Mme Kokelivi devant la tente où vit son fils, qui n'a pas réussi à obtenir un préfabriqué.

MICHEL BARNIER, MINISTRE DE L'AGRICULTURE, POUR UNE FORCE D'INTERVENTION EUROPÉENNE

Paris Match. La France apporte à la Grèce son savoir-faire en matière de reboisement et de prévention des incendies...

Michel Barnier. Oui. Nous avons subi des incendies dramatiques ces trente dernières années. Aujourd'hui, grâce à un travail patient de prévention, nous avons réussi à en limiter le nombre. Sur quatre sites, trois dans le Péloponnèse et un sur l'île d'Eubée, l'O.n.f. (Office national des forêts) va établir un diagnostic – selon la nature des arbres brûlés, selon les espèces à replanter. Puis nos agents passeront à l'action, avec leurs confrères grecs, ce qui permettra aussi de les former. En 2002, quand j'étais commissaire européen, j'avais créé le Fonds de solidarité de l'Union européenne (F.s.u.e.). Doté d'un budget annuel de 1 milliard d'euros, il va cette année venir en aide à la Grèce.

Vous avez aussi proposé, en 2006, de créer une force commune d'intervention en Europe baptisée Europe Aid.

Il faudrait à Bruxelles un vrai centre opérationnel. Il existe déjà une petite cellule qui ne travaille qu'en réaction aux catastrophes. L'idée c'est de travailler avec des experts sur des grands risques : tremblements de terre et tsunamis, incendies et feux de forêt, inondations et glissements de terrain, accidents industriels et nucléaires, attaques terroristes, catastrophes maritimes et grandes pandémies. On demanderait ensuite aux Etats membres ce qu'ils peuvent apporter dans chaque domaine. En temps normal, moyens et hommes resteraient dans leur pays d'origine mais seraient en double affectation. Ils procéderaient à des exercices communs avec leurs collègues européens travaillant dans le même secteur. Le jour où la catastrophe se produirait, chacun saurait où, comment et avec qui il partirait.

Pourquoi cela ne se met-il pas en place ?

Il manque une volonté pour l'instant. Le Parlement y est largement favorable mais certains pays, comme l'Allemagne, craignent que cela coûte cher...

Et surtout de ne pas en profiter...

Aucun pays, fût-il le plus grand, n'est à l'abri d'une catastrophe qui le dépasse. Regardez ce qui s'est passé à Tchernobyl, imaginez une catastrophe naturelle dans la mer Baltique avec du pétrole qui se déverse sur toutes les côtes... Parfois l'improbable se produit.

N'est-ce pas possible, en attendant, de commencer avec ceux qui sont partants dès aujourd'hui, comme les pays du Sud ?

Il existe déjà un travail intergouvernemental entre cinq pays du Sud, dont la France, sur les incendies. Des exercices communs ont ainsi été réalisés. Mais je souhaite que ça se fasse à un autre niveau, celui de l'Europe. C'est une belle idée, nécessaire, car elle donne l'image d'une Europe concrète et humaine. A terme, nous y parviendrons.

Quel serait le budget de cette force d'intervention ?

Les moyens dont nous parlons existent déjà. Il suffit de les affecter en double commande. L'Union européenne n'aurait qu'à payer le transport – ce qu'elle vient d'ailleurs de décider, preuve que de petites étapes se franchissent –, à mettre en place des exercices communs et à créer un centre opérationnel. Un budget annuel de 100 à 200 millions d'euros serait suffisant. Un chiffre raisonnable quand on voit le coût de ces catastrophes. Cela économiserait beaucoup de moyens et d'hommes qu'on mobilise dans le désordre, qui se juxtaposent voire qui se concurrencent mais, surtout, cela permettrait de sauver des vies humaines.





trois entités ne communiquent pas entre elles», dénonce Constantinos Liarikos. Jusqu'en 1998, le service des forêts gère les feux en milieu naturel. Mais à cause de la corruption – les particuliers payaient des bakchichs aux fonctionnaires pour qu'ils déclarent qu'une zone forestière n'en était pas une – et pour plus de cohérence, le service incendie a récupéré cette prérogative. Le problème, c'est que les pompiers ne sont formés que pour maîtriser les foyers qui se déclarent en milieu urbain. « On ne peut pas éteindre un feu de forêt de la même manière. Dès qu'il prend de l'ampleur, les canons à eau ne sont plus d'aucune efficacité », explique le spécialiste. Il faut donc utiliser d'autres moyens, comme celui de l'espace pare-feu végétal ou du contre-feu, une technique qui consiste à allumer un feu pour brûler une zone, ce qui oblige le premier sinistre à s'éteindre naturellement quand il l'atteint. « Vous n'allez pas le croire, mais ce procédé qui a prouvé son efficacité est interdit en Grèce ! » tempête le responsable de W.w.f. Les équipes françaises venues en renfort l'été dernier ont donc enfreint la loi en le mettant en œuvre...

Et maintenant des risques de glissement de terrain !

Pourtant, avant les Jeux olympiques de 2004, le pays avait utilisé les grands moyens pour prévenir ce type de catastrophe. « Les trois années précédentes, nous avons fait des efforts considérables. Mais sitôt les Jeux passés, nous avons relâché notre vigilance », confirme Pavlos Tsimas. Depuis le drame et ses 77 victimes, le gouvernement veut reprendre les choses en main. « On devait photographier les endroits brûlés et voter une loi interdisant la construction d'infrastructures sur ces espaces », rappelle l'éditorialiste. Mais rien n'est fait et Pavlos Tsimas n'est guère optimiste. Quant au projet de cadastre, « cela fait déjà trois ans que l'Union européenne nous finance pour que nous le réalisions mais ça n'avance pas », constate Constantinos Liarikos. Aux obstacles psychologiques s'ajoutent des problèmes pratiques : si on se sert des vues aériennes anciennes pour délimiter les zones forestières, il faudrait détruire des dizaines de villes et de villages construits depuis ; tandis que si l'on se fonde sur des photos plus récentes, cela signifie que l'on légalise tout ce qui a été réalisé illégalement. Un vrai casse-tête !

Pour les habitants des régions sinistrées, le pire reste peut-être encore à venir à cause des fortes pluies. Le petit village de Frixia est

Les arbres brûlés ont été coupés pour prévenir les glissements de terrain sur la colline de Cronios, qui surplombe le stade d'Olympie. Une partie du site est interdite aux visiteurs jusqu'au départ de la flamme olympique, le 25 mars, qui doit rallier Pékin.

ainsi menacé d'effondrement. « La terre est trop friable, nous n'avons pas le choix, il faut déménager », annonce, abattu, son maire, George Seferlis. Un terrain pas très loin a déjà été repéré et pourrait être acheté par le Fonds spécial pour les situations d'urgence, géré par l'ex-ministre des Affaires étrangères Petros Molyviatis et doté de 160 millions d'euros. « Les habitants ont pris conscience d'avoir échappé au feu par miracle, ils ont du mal à l'idée de devoir quitter leur maison », analyse George Seferlis. La rivière Alphios, longue de 120 kilomètres, qui court de Megalopoli à Pyrgos, et dont tous les rivages ont été décimés, menace de déborder. Sur certaines zones, la route qui la borde est en train d'être surélevée de 1,5 mètre. « Nous avons également inauguré de nouveaux systèmes d'alerte dans les villages les plus menacés », détaille Natacha Pirgaki. D'abord une lumière rouge puis une alarme sonore invitant les habitants à évacuer les lieux qui se déclencheront quand l'eau franchira le seuil des 2,5 mètres.

Demain des hôtels pousseront-ils à la place des forêts ?

Autour d'Olympie, où les flammes ont léché l'entrée du musée archéologique, les ouvriers s'activent. Pour éviter que l'eau ne ruisselle au bas des collines, les arbres calcinés sont coupés et alignés à l'horizontale, formant des minibarrages. En plus d'endiguer les sols, ils retiendront les graines tombées à terre. « Regardez ces petits pins, ils mesurent déjà 30 centimètres », s'enthousiasme Aristotelis Papageorgiou, professeur à l'université de Thrace, qui travaille à la restauration du site. Mais la vaste opération de « restauration », qui passe par la plantation de 27 000 chênes sur 100 hectares pour un coût de 300 000 euros, est avant tout une campagne de communication. Le départ de la flamme olympique en mars sera diffusé par les télévisions du monde entier. « Olympie va servir de vitrine », ajoute Aristotelis Papageorgiou qui rappelle qu'il faudra quinze ans pour retrouver une forêt identique à celle qui existait.

Ces ravages ont-ils permis aux autorités et à la population de se sensibiliser aux problèmes environnementaux ? Pendant la très courte campagne électorale, aucun des deux grands partis n'a parlé environnement. « Nous n'avons même pas de ministère dédié à ce domaine ! » dénonce l'écrivain Petros Markaris. Quelques jours après les incendies, 10 000 personnes s'étaient pourtant rassemblées, place de la Constitution, à Athènes. Une minorité organisée qui a réussi à se mobiliser en moins d'une journée via les blogs sur Internet et sans l'aide d'aucune organisation, parti ou association. « Le peuple a été choqué, indigné par ce qui s'est passé cet été et puis, plus rien... La réaction n'a pas été à la hauteur de ce qu'on espérait », constate, amer, Pavlos Tsimas. Et Markaris de conclure : « Sous le beau soleil de Grèce, on finit par tout oublier... » Déjà, le maire de Zacharo, Panzatis Chronopoulos, déclare à qui veut l'entendre qu'il est décidé « à faire bouger les choses », et à lancer « la construction de nombreuses infrastructures touristiques ». « Les travaux vont bientôt commencer », promet-il. Des hôtels, là où, six mois plus tôt, s'élevaient encore de splendides forêts de pins d'Alep. ■

MARIANA GRÉPINET

LES INCENDIES EN CHIFFRES

77 personnes sont mortes au cours des incendies.

645 millions d'euros de dégâts dans les cultures et les élevages de 7 départements.

250 000 hectares ravagés dont 78 000 de terres cultivées (essentiellement des oliveraies).

25 000 ovins et caprins ont péri, 20 000 essaims d'abeilles ont été détruits.

22,3 % des zones protégées par le réseau européen Natura 2000 ont brûlé.

1 644 bâtiments ont été touchés. Parmi les 1 236 habitations atteintes, 815 ont été complètement détruites.

10 000 euros, c'est la somme allouée aux familles dont la maison a entièrement brûlé.

600 millions d'euros, c'est le montant que l'Union européenne pourrait débloquent pour la reconstruction des zones ravagées.